

CONSEIL GENERAL DE L'EURE

Session du 21 octobre 2009

Intervention de Marcel LARMANOU

Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Quelques mois à peine après la publication du Rapport Balladur, le projet de loi relatif à la réforme des collectivités territoriales est présenté ce mercredi 21 octobre au gouvernement avant qu'il ne vienne en débat au Parlement.

L'offensive est double.

Il s'agit d'abord de priver les collectivités territoriales de leurs moyens d'actions en réduisant leurs capacités financières et en les contraignant à déléguer la réalisation de leurs équipements et la gestion de leurs services au secteur privé. On nous y prépare en multipliant les colloques sur les 3 P (Partenariat Public Privé), ou les tentatives pour pénétrer le capital des entreprises publiques locales comme nous avons pu le vérifier récemment en participant au congrès des EPL la semaine dernière à Nantes.

Mais l'attaque la plus brutale et la plus déterminée, initiée par le Président de la République, c'est la disparition de la Taxe professionnelle. Le prétexte avancé est d'alléger les charges entreprises : 8 milliards d'euros de cadeaux qui confortent les profits des groupes industriels et financiers sans pour autant créer ou maintenir les emplois.

Une immense majorité d'élus se dresse contre ce projet de loi qui va être débattu en même temps que la loi de Finances pour 2010. Les élus savent d'expérience que les compensations annoncées pour l'année 2010 ou les taxes nouvelles envisagées sont totalement aléatoires, comme nous l'avons constaté lors des transferts de compétences déjà réalisés par l'Etat au cours des dernières années.

Toutes les études le prouvent. La part de la taxe professionnelle versée par les entreprises qui représente aujourd'hui en moyenne 51% du montant des taxes directes, n'en représentera plus que 25% alors que l'impôt des ménages explosera et s'élèvera à 73% des taxes directes.

Ces choix gouvernementaux hypothèqueront durement la réalisation des équipements publics assumés aujourd'hui à 73% par les collectivités locales.

Le pilotage du développement urbain, dans l'aménagement du territoire, la réalisation des investissements locaux, la gestion des services à la population, seront pour l'essentiel assumés par les grands groupes privés.

Avec ce projet on tourne le dos à cette démocratie sociale construite au lendemain de la libération et qui reposait sur l'existence d'un vaste secteur public garantissant à tous les citoyens le droit à la santé, à l'éducation, à l'énergie, aux transports et à ce panel si large de services qu'offrent nos collectivités territoriales. Ces privatisations annoncées seront source d'inégalités et d'exclusion.

Le deuxième angle d'attaque du gouvernement c'est le projet de loi réformant l'organisation territoriale.

Il s'agit d'une offensive sans précédent contre la démocratie.

Le prétexte avancé est de réduire le millefeuille territorial et rechercher des économies en réduisant la dépense publique. En fait il s'agit d'une recentralisation des pouvoirs qui tourne le dos aux efforts de décentralisation réalisés depuis 1981.

Mais il s'agit surtout d'adapter notre organisation institutionnelle aux besoins du capitalisme mondialisé. Le projet de loi vise à mettre en place un cadre territorial favorisant ses capacités concurrentielles dans un marché mondialisé où la dominante est la recherche constante d'une baisse des coûts de production au moyen des délocalisations, de la baisse de la rémunération du travail, de la recherche des profits spéculatifs.

Le but est de rendre notre territoire plus compétitif et plus attractif aux multinationales, en réduisant ce qu'ils appellent les entraves institutionnelles présentées comme des entraves à la circulation du capital.

Je ne détaillerai pas les propositions contenues dans ce projet de loi : création de grandes métropoles (devenues une nouvelle strate du soi-disant millefeuille), intégration des départements dans les régions ou disparition de ceux-ci au sein de métropoles, diminution drastique du nombre d'élus, en créant un statut d'élus territorial, intégration forcée des communes dans les intercommunalités qui pourront elles-mêmes se transformer en communes nouvelles, manipulation de la loi et de la carte électorales. Tout cela pouvant être imposé par l'Etat, via le Préfet.

Les objectifs du gouvernement sont clairs : reprendre en main et mettre au pas toutes les collectivités territoriales.

Briser les poches de démocratie et de résistance à la politique libérale mise en œuvre par la droite et ses amis du MEDEF, démanteler les services publics locaux. Il s'agit d'offrir ces activités publiques à l'appétit des groupes industriels et financiers qui rêvent de s'emparer de ce marché énorme qui représente des centaines de milliards d'euros.

Après avoir privatisé France télécom, Gaz de France, préparé la privatisation de la Poste en attendant celle d'EDF, des transports SNCF, ou du secteur de santé qu'annonce déjà la loi Bachelot, il est indispensable pour le pouvoir de droite et le MEDEF de faire main basse sur le service public local.

Si les projets du Président de la République et du gouvernement sont adoptés en 2014, l'actuel paysage institutionnel sera bouleversé en même temps que les ressources fiscales des collectivités locales seront amoindries. Nous serons en fait dans une autre république et dans un autre mode de gouvernance des collectivités territoriales.

Nous devons tous avoir conscience de cela. Ce n'est pas simplement une affaire d'élus, c'est un sujet de société sur lesquels les citoyens doivent être informés et consultés.

Il faut donc, mes chers collègues, informer et organiser la réponse.

Il nous faut débattre autour de cette idée. « Quelle société voulons-nous » ? « Quelle organisation territoriale voulons-nous » ? Celle du capitalisme mondialisé avec ses exigences dévastatrices, ses ambitions effrénées et ses conséquences désastreuses pour notre population, comme la crise financière et sociale que nous vivons en ce moment en fait la démonstration ?

Ou bien une société de justice et de solidarité où seront pris en compte les besoins en matière d'emploi, d'éducation, de transports, de logement, de service public, d'accès aux soins ou encore à la culture...

Oui, notre société a besoin de réformes. Mais la soi-disant modernisation de notre société que nous imposent gouvernement et patronat va à l'encontre de cette démocratie sociale auquel notre peuple aspire très majoritairement et que les élus Communistes appellent de leurs vœux.

Alors, ensemble, engageons le combat contre ces projets liberticides. Rassemblons-nous, manifestons avec nos écharpes et avec le soutien de nos concitoyens. Affirmons haut et fort :

« Monsieur le Président de la république, de vos réformes, nous ne voulons pas » !